

DÉFENSE CONDUCTEURS

STOP À LA RÉPRESSION ABSURDE, OUI À LA CONDUITE RESPONSABLE

MARS 2022 #32

PRÉSIDENTIELLE : VOTRE ASSOCIATION AU CŒUR DE LA CAMPAGNE POUR STOPPER L'ACHARNEMENT SUR LES CONDUCTEURS

La Ligue de Défense des Conducteurs s'est mobilisée sur tous les fronts ces derniers mois, pour que les candidats à l'élection présidentielle s'engagent à mettre fin à l'acharnement que nous subissons à tous les niveaux, et que les conducteurs ne soient plus traités en «citoyens de seconde zone». Avec des résultats tangibles... mais aussi des menaces encore bien plus inquiétantes qui se profilent !

La répression par les radars avait commencé à sévir bien avant les dernières élections. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que le quinquennat qui s'achève aura été un déluge de mesures anti-conducteurs. Depuis 2018, on aura ainsi eu droit (et ce ne sont que quelques exemples !) :

- à l'abaissement à 80 km/h sur route généralisé, sans aucun effet sur la mortalité routière mais insupportable au quotidien, et désastreux pour nos points et nos permis ;
- aux impitoyables voitures-radars, qui commencent tout juste à produire leurs effets ravageurs là où

elles sont déjà en activité avec des PV en rafale ;

- à l'augmentation de la taxe carbone sur les carburants, la hausse en flèche du malus CO₂ et la création du malus sur le poids pour les véhicules dits "lourds", qui pèsent toujours plus... lourd, justement, dans notre budget ;
- au passage à 30 km/h dans tout Paris et dans des villes entières en France (près de 200 à ce jour) ;
- à l'obligation pour les villes de créer des "ZFE", ces zones de restriction de la circulation où certaines voitures n'ont tout simplement plus le droit de rouler ;

- ou encore à la future prolifération des radars en ville avec la loi 3DS, qui autorise les maires à installer leurs propres machines à flash - et à cash !

En ville, on nous chasse. Sur route, on nous traque. À l'achat ou à la pompe, on nous assomme : les conducteurs sont devenus des citoyens de seconde zone, et la cible idéale sur laquelle le gouvernement tire en permanence, qu'il s'agisse de faire semblant d'agir pour la sécurité sur les routes ou pour l'écologie. C'est inacceptable ! ■

VOS TÉMOIGNAGES SUR L'ACHARNEMENT ANTI-CONDUCTEURS

Grâce au soutien de ses donateurs, notre association a pu organiser un "tour de France" ces derniers mois. Pour son manifeste "Sortir du dogme anti-voiture, sortir de l'échec de la Sécurité routière", notre équipe est allée recueillir la voix des conducteurs, en allant les rencontrer, partout en France, qu'ils habitent en ville ou à la campagne, dans les Yvelines, en Moselle, dans le Lot, à Paris ou dans le Nord, qu'ils soient seuls ou en famille, actifs ou en retraite, gros rouleurs ou conducteurs plus occasionnels. Entre Emmanuel, de Lille, qui craint par-dessus tout les changements de vitesse incessants et les flashes qu'ils engendrent, Thibaut, de Paris, révolté d'avoir dû revendre sa voiture qui n'avait plus le droit de rouler dans la ZFE du Grand Paris, Claire et Reiner, médecin et directeur d'entreprise dans le Calvados, pour qui "faire autrement qu'en voiture, à la campagne ce n'est pas envisageable", Loïc, artisan en Seine-et-Marne, qui a vu l'impact du 80 km/h sur ses innombrables déplacements, Hervé, le commercial de l'Ain épuisé par la "chasse au conducteur" qu'il subit pendant ses journées sur la route, Nadine, indignée de la "persécution"

menée par les voitures-radars dans son département, Jean, révolté face à "l'infantilisation des citoyens" ou encore Véronique, retraitée de l'Isère qui dénonce "du stress, de la qualité de vie en moins, et des heures perdues, soit en loisirs ou avec leur famille"... Pour tous ces grands témoins qui ont accepté de nous répondre, le constat est unanime : la voiture leur est indispensable au quotidien. Mais entre les taxes, les voitures-radars privatisées, les abaissements de la vitesse, les interdictions de circuler... la répression qui pèse sur eux, comme sur nous tous, leur est devenue insupportable.



LES CANDIDATS À NOTRE ÉCOUTE

Forte de ces témoignages de terrain, mais aussi des priorités de ses membres, la Ligue de Défense des Conducteurs a rédigé un véritable manifeste baptisé "*Sortir du dogme anti-voiture, sortir de l'échec de la sécurité routière*", ouvrage de 78 pages dans lequel figurent, outre les témoignages recueillis partout en France, nos 10 propositions aux candidats à la présidentielle pour stopper l'acharnement contre les conducteurs :

1. Suppression des voitures-radars privatisées
2. Abandon du recours systématique aux radars automatiques
3. Abandon de l'article 10 de la loi 3DS engendrant la prolifération des radars en ville
4. Création d'une police des routes
5. Adoption d'un texte de loi revenant au principe initial de sécurité routière
6. Mise en place d'une formation post-permis gratuite théorique et pratique
7. Entretien du réseau routier et lutte contre les infrastructures inadaptées et accidentogènes
8. Renoncement définitif aux abaissements des limitations de vitesse
9. Abandon des malus et adoption d'une politique claire et compréhensible orientant les acheteurs vers les motorisations adaptées à leurs besoins
10. Moratoire sur la mise en place des zones à faibles émissions

Notre association a soumis ces propositions à l'ensemble des candidats. À force de faire le siège des QG de campagne, alors que vous bombardiez les candidats et leurs équipes de vos messages, nous avons pu les rencontrer, en face-à-face comme pour le PCF (Parti Communiste Français), LREM (La République en Marche), Reconquête (É. Zemmour) ou Debout la France (N. Dupont-Aignan)... en attendant d'autres rendez-vous à venir, mais pas encore confirmés à l'heure où nous écrivons ces lignes. Dans le cadre d'une journée d'audition de l'ensemble des candidats par la filière automobile, organisée par Mobilians, syndicat de l'ensemble du secteur, notre association a par ailleurs été choisie pour porter la voix des conducteurs face aux candidats en per-

sonne ou leurs représentants, comme Bruno Lemaire pour Emmanuel Macron, ou Xavier Bertrand pour Valérie Pécresse : une sacrée reconnaissance de nos 15 ans de combats et d'expertise !

Des avancées... et des menaces à venir

Notre action commence à faire bouger les lignes, nous confortant dans la légitimité — et la reconnaissance — de nos courageuses prises de position : alors que l'équipe d'Éric Zemmour reprend quasiment l'intégralité de nos propositions, l'équipe LR de Valérie Pécresse considère ainsi qu'il faut cesser de "*considérer les automobilistes comme des vaches à lait*" et reprend notre proposition de Moratoire sur les ZFE (les zones de restriction de circulation), tout comme le Parti communiste dont le représentant, Jacques Baudrier, a acté lors de notre rencontre →

Téléchargez gratuitement notre manifeste "*Sortir du dogme anti-voiture, sortir de l'échec de la sécurité routière*", connectez-vous sur notre site www.liguedesconducteurs.org, rubrique Nos publications/Études et dossiers ou directement à cette adresse : <https://www.liguedesconducteurs.org/nos-10-propositions-presidentielle-2022> Vous pouvez aussi scanner ce QR code !



Abaissements de la vitesse :

LES TENANTS DU "TOUJOURS MOINS VITE" EN EMBUSCADE

Pour certains lobbys anti-vitesse, 80 km/h sur route, c'est encore trop ! Poussée par des think tanks anti-voiture et anti-vitesse, l'Europe veut à tout prix brider notre liberté de circuler, avec de nouveaux projets d'abaissements de la vitesse insensés ou la mise en place de séparateurs centraux empêchant complètement de doubler les véhicules lents.

L'International Transport Forum, un organisme international qui conseille les gouvernements, vient ainsi récemment de préconiser dans



un rapport une limitation à 70 km/h sur route et, pour faire respecter cet abaissement... la multiplication des radars ! La limitation à 120 voire 110 km/h sur route revient également sur le devant de la scène, soi-disant au nom de la transition écologique — malgré les études prouvant les impacts infimes de cet abaissement.

Face à ces lobbys anti-vitesse, la Ligue de Défense des Conducteurs poursuit inlassablement la résistance, notamment auprès des départements français, dont 41 ont repassé tout ou une partie de leur réseau à 90 km/h. Un 42^e, le Puy-de-Dôme, viendra bientôt s'ajouter à la liste. Nul doute que notre dossier juridique rédigé à l'intention des présidents de département, notre décryptage des faux « bons résultats » du 80, mais aussi nos contacts réguliers avec les départements ont contribué à ce large mouvement de bascule !



Jacques Baudrier - Parti Communiste



Xavier Bertrand - Les Républicains



Éric Coquerel - La France insoumise

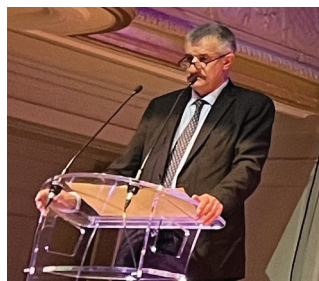
NON SEULEMENT INFLEXIBLE SUR L'ABAISSMENT DE LA VITESSE À 80 KM/H, SUR LAQUELLE LE PARTI NE REVIENDRA PAS SELON LUI, LE REPRÉSENTANT LREM S'EST ÉGALEMENT DIT FAVORABLE À L'ABAISSMENT À 110 KM/H SUR AUTOROUTE



Paulin Dementhon - LREM



Anne Hidalgo - Parti socialiste



Jean Lassalle - Résistons !



Bruno Lemaire pour E. Macron

→ le revirement de son parti sur la voiture, conscient que le PCF ne peut se permettre "de ne parler qu'aux urbains" et du "besoin vital de la voiture pour ceux habitant dans les territoires ruraux". Même suppression des ZFE dans leur format actuel dans le programme de Jean-Luc Mélenchon, ainsi que dans celui de Marine Le Pen, qui "regrette la politisation de l'usage de la voiture et le racket des automobilistes pour de petites infractions", alors que Jean Lassalle prône le retour à 90 km/h et déplore le mauvais entretien des routes.

De son côté, Paulin Dementhon (LREM), qui a contacté notre équipe après avoir reçu vos Cartons jaunes, a reconnu lors de notre rencontre que "les gens sont dépendants de la voiture. Les culpabiliser, c'est explosif" et a admis à demi-mot que les ZFE allaient constituer des zones d'exclusion sociale... sans pour autant que le parti veuille y renoncer !

Cette rencontre avec le représentant de l'équipe de campagne LREM aura d'ailleurs surtout été l'occasion de constater que sur l'abaissement des vitesses et le tout-radars, le parti présidentiel veut aller encore plus loin : non seulement inflexible sur l'abaissement de la vitesse à 80 km/h, sur laquelle le parti ne reviendra pas selon lui, Paulin Dementhon s'est également dit favorable à l'abaissement à 110 km/h sur autoroute, et à la politique des radars ! Alors, pendant et après les élections, restons mobilisés et gardons le cap, car nous le savons d'ores et déjà : les batailles des mois à venir s'annoncent encore plus rudes. ■

Flambée des prix à la pompe : LA LDC PORTE VOTRE VOIX DANS LES MÉDIAS

Au vu du contexte international mais aussi des taxes prélevées par le gouvernement français qui représentent toujours, rappelons-le, 110 % du prix initial du carburant (et représentaient jusqu'à 140 % fin 2021 !), les prix de l'essence flambent et la situation devient intenable pour beaucoup d'entre vous, forcés de faire de nombreux kilomètres par jour pour le travail et la vie de famille.

À l'association, Alexandra Legendre, notre responsable du pôle Études et communication, a récemment porté la voix des conducteurs sur ce problème douloureux sur RTL, dans la matinale d'Yves Calvi. À nous tous, nous avons fini par faire comprendre l'urgence d'intervenir au gouvernement, qui a finalement consenti à une baisse du prix des carburants jusqu'à fin juillet 2022.



Voitures-radars privatisées NOTRE ALERTE DANS LA PRESSE VUE PAR 4 MILLIONS DE PERSONNES !

C'est une menace encore peu perceptible, pourtant gigantesque, qui pèse sur nos permis de conduire : pour alerter les Français de ce qui les attend avec les voitures-radars privatisées, la Ligue de Défense des Conducteurs a publié une campagne d'information dans la presse, diffusée à 4 millions d'exemplaires.

Elles commencent à circuler dans huit régions de France et seront actives dans les quatre régions restantes d'ici la fin de l'année. Mais pour l'instant, beaucoup de conducteurs, à commencer peut-être par vous, n'ont pas encore été confrontés à ces surnoises voitures-radars privatisées, qui se fondent dans la circulation et vous flashent à votre insu ; et

n'ont pas encore conscience de cette immense menace qui pèse sur nous tous, nos points et nos permis de conduire.

Car là où elles se sévissent déjà, elles font des ravages : "On est persécutés par ces véhicules. Il y en a cinq ou six qui tournent dans mon département", témoigne Monique, "ils vous provoquent, ils vous poussent à doubler, à accélérer [...] et il ne faut pas se voiler la face, la sécurité routière n'a rien à voir là-dedans." Et ce n'est qu'un début : au nombre de 40 en 2020, elles seront 400 à la fin de l'année, et sans aucun doute bientôt infiniment plus nombreuses... et pour cause : d'après les quelques chiffres lâchés au niveau local, chaque voiture-radar rapporte de 380 000 à 770 000 euros par an à l'État.

Pour faire prendre conscience aux Français de cette épée de Damoclès, notre association utilise tous les canaux possibles : grâce à votre aide, notre campagne publiée dernièrement dans la presse a ainsi pu être diffusée à 4 millions d'exemplaires ! (TV Magazine, distribué avec l'ensemble de la presse quotidienne régionale, soit près de 3,9 millions d'exemplaires et Valeurs actuelles à 114 000 exemplaires). Et nous ne lâcherons pas : ensemble, le combat continue contre ces redoutables voitures-radars privatisées ! ■

**DE NOUVEAUX RADARS SUR VOS ROUTES
VOTRE PERMIS EST MENACÉ !**

À trois mois de l'élection présidentielle, dites
NON AUX VOITURES-RADARS PRIVATISÉES

- Les voitures-radars privatisées, qui n'ont-elles que ça à faire ? Ces véhicules banalisés, équipés de radars de haute technologie, se noient dans la circulation et vous flashent à votre insu : vous allez y laisser tous vos points de permis.
- Améliorent-elles la sécurité routière ? Absolument pas. Elles sont conduites par des chauffeurs privés qui ne sont pas missionnés pour sanctionner les comportements réellement dangereux, contrairement aux forces de l'ordre. Un seul km/h en trop et c'est la sanction assurée.
- Combien sont-elles et pourquoi vend-elles leurs données ? Elles seront 400 en 2022, réparties sur toute la France. Chacune d'entre elles rapporte près de 200 000 euros de bénéfices par an à l'État. Ne laissez pas la sécurité routière devenir un tel business !

www.liguedesconducteurs.org

Je m'oppose vigoureusement aux voitures-radars privatisées, déviant scandaleusement de la sécurité routière.

Remplissez et signez ce coupon, puis envoyez-le dès aujourd'hui à la Ligue de Défense des Conducteurs, 27 avenue Jean Moulin 79211 PARIS. Notre association 1931 indépendante, qui compte plus de 1 million de sympathisants, a hâte de vous faire passer à l'action et de vous faire bénéficier de nos actions de sensibilisation.

Prénom _____ Nom _____
Adresse _____
Mail _____ Signature _____

GRÂCE À NOTRE ACTION COMMUNE, LES ROUTES RECOMMENCENT À ÊTRE ENTRETENUES

À force de dénoncer le manque d'entretien des routes (notamment via notre étude publiée fin 2020 et fort justement intitulée « Dégradation des routes en France : il est urgent d'agir ») ; à force de faire savoir que seulement 8 % à 11 % de l'argent des radars va à l'entretien et l'aménagement des routes, mais aussi de dire et redire que les infrastructures sont impliquées dans 26 % des accidents mortels ; à force d'alerter les élus sur les zones dangereuses du réseau sous leur responsabilité (ralentisseurs illégaux car trop hauts, trop longs ou mal placés — nous en avons même construit un pour démontrer leur impact néfaste —, nids-de-poule, routes mal entretenues, croisements dangereux, défauts de signalisation), le tout via notre plate-forme Activ'Route (www.activroute.org), où les membres de l'association les signalent et où nous nous assurons du suivi des dossiers... Nous sommes fiers de vous confirmer que notre ténacité commence à payer ! Non seulement la Cour des comptes vient de publier un rapport qui dénonce l'inaction de l'État en matière d'entretien des infrastructures routières mais en plus, les collectivités sont chaque jour plus nombreuses à nous contacter, à la suite des signalements que nous leur transmettons par le biais d'Activ'Route. Tout récemment, c'est par exemple un très dangereux nid-de-poule qui a été réparé grâce à notre action sur l'autoroute A6 dans le Val-de-Marne, l'un des axes majeurs en Île-de-France.

EN DIRECT des RÉSEAUX SOCIAUX

Nous avons sélectionné quelques posts Facebook que vous avez aimés... Suivez la Ligue de Défense des Conducteurs sur les réseaux sociaux !

POST DU 14 FÉVRIER 2022
Deux fois par mois, la Ligue de Défense des Conducteurs intervient dans les colonnes de Capital. En février nous suggérons qu'au lieu d'investir toujours plus dans les radars, l'État mette davantage de moyens dans la formation à la conduite de notre jeunesse qui, si elle ne représente que 8,3% de la population, compte pour 21% des victimes de la route.

POST DU 2 FÉVRIER 2022
Le moteur diesel n'a pas dit son dernier mot. Dans certaines régions comme la Bourgogne-Franche-Comté il est même toujours majoritaire puisqu'il équipe 60% des voitures particulières et 95% des véhicules utilitaires légers. Preuve que dans les zones rurales, le diesel est toujours, fortement apprécié. À l'inverse les véhicules électrifiés ne représentent que 1% du parc Franc-Comtois.

POST DU 9 FÉVRIER 2022
Quand Yannick Jadot, le candidat EELV à la présidentielle, déclare que « sur les routes, la question de la vitesse est à peu près réglée, je pense qu'il faut baisser la vitesse sur les autoroutes » on ne peut s'empêcher de se rappeler de ses propos sur RTL il y a à peine deux ans lorsqu'il avouait que « quand je suis sur l'autoroute à 120 km/h, je m'emmerde un peu ». Effarant.

RETROUVEZ-NOUS AUSSI sur Twitter, LinkedIn et Instagram

POUR NOUS ÉCRIRE : contact@liguedesconducteurs.org